



# SÉRIE AMÉRICAINE ÉLECTIONS 2020

Par son impact sur le reste du monde autant que par ses incertitudes, l'élection présidentielle américaine va retenir notre attention durant les semaines qui viennent. Terra Nova se met à l'heure américaine en publiant des contributions venant d'horizons variés, avec pour objectif de multiplier les éclairages sur une élection atypique. Sans illustrer une position collective de Terra Nova, les textes du présent cycle viseront à mieux comprendre les impacts multiples de ce vote aux Etats-Unis et au-delà.

## QUE PEUT POTUS ?

28 octobre 2020 | Par Jean Gabriel, diplomate

Si le monde suit toujours avec une attention passionnée l'élection présidentielle américaine, c'est que d'une certaine façon, le président américain a plus de pouvoir sur la scène internationale que sur la scène intérieure. De ce fait, c'est souvent sur les affaires de guerre et de paix, d'économie ou d'environnement mondial que se sent le plus immédiatement un changement de leadership à Washington.

À l'intérieur, l'hôte de la Maison Blanche est entravé par le fédéralisme et, surtout, par les règles de séparation des pouvoirs qui donnent à ses rapports avec le Congrès le caractère d'une cohabitation permanente. Ceux qui s'en inspirent pour prôner un « présidentielisme à la française » sous-estiment souvent la difficulté qu'ont les présidents américains à imposer sans batailles féroces leurs projets économiques, sociaux, sociétaux ou environnementaux. Rares sont les époques où, bénéficiant d'une majorité dans les deux chambres, ils peuvent faire voter aisément leurs propositions. Et les règles constitutionnelles, élections à mi-parcours et limitation à deux mandats, font que très vite, le président perd la maîtrise des choses, pris par les campagnes avant d'être réduit à l'état de *lame duck*.

À l'extérieur au contraire, du premier au dernier jour, le poids de son pays dans le monde, les pouvoirs dont il dispose et sa capacité de chef des armées donnent une immense puissance à POTUS (Président Of The United States, acronyme dont l'équivalent existe pour son épouse, FLOTUS<sup>[1]</sup>, cela ne s'invente pas). Paradoxe fréquent d'un dirigeant élu pour des mobiles intérieurs et dont l'action la plus déterminante se passe en direction de l'extérieur.

L'intensité du regard du monde s'accroît du sentiment d'incertitude que suscite le mode d'élection. On savait et on avait bien compris, lors de l'élection de George W. Bush en 2000, qu'obtenir la majorité des voix à l'échelle nationale ne suffisait pas à emporter l'élection, qu'il fallait en plus s'assurer que cette majorité apporte le nombre de grands électeurs requis, avec le phénomène étonnant des « swing-states », Etats-pivots pourrait-on dire, pas forcément les plus peuplés mais dont l'imprévisibilité du comportement électoral fait qu'ils influent plus sur le résultat final que la majorité des autres. L'étonnant feuilleton du recompte des voix en Floride - dont le frère du candidat conservateur, Jeb Bush, était gouverneur -, nous apprenait en outre que chaque Etat a ses règles électorales propres et que le matériel électoral est parfois rustique et peu fiable. Au final, on observa avec étonnement qu'Al Gore acceptait sa défaite en quelque sorte par forfait plus qu'avec la certitude d'avoir été battu.

En 2016, la défaite d'Hillary Clinton, malgré une avance de trois millions de voix sur Donald Trump, nous apprit deux autres choses troublantes : la première, c'est la puissance nouvelle de la propagande mensongère, ces *fake news* que rendent virales les réseaux sociaux ; la seconde, c'est que tout ce qu'on croyait savoir sur les exigences morales des électeurs américains à l'égard de leurs gouvernants - horreur du mensonge et du laisser-aller des mœurs en particulier - avait vécu. Les Etats-Unis étaient entrés dans une nouvelle forme de démocratie.

Pour 2020, il est remarquable qu'instruits par l'expérience, les observateurs avisés se gardent de pronostiquer : certes, Joe Biden a une large avance en voix dans les sondages nationaux ; certes, cette avance se traduit aussi dans la plupart des Etats-pivots ; certes, l'électorat qui veut rejeter Trump semble se mobiliser activement. Certes, Trump mène une campagne déroutante. Mais, on ne sait pas. On ne sait pas pour deux raisons puissantes. D'abord, nul ne peut prédire ce qui l'emportera, de la mobilisation par Trump, plus combatif que jamais, du cœur de son électorat, galvanisé, ou de la force du mouvement de rejet qui fait de Biden un choix de raison, y compris pour les radicaux de sa propre famille de sensibilité.

---

[1] Pour First Lady Of The United States. Il existe un dernier acronyme du même type pour Supreme Court Of The United States : SCOTUS.

Et puis parce qu'on est incapable d'anticiper l'effet de l'épidémie sur la participation au vote. Celle-ci est traditionnellement faible aux Etats-Unis, toujours inférieure à 60%. Comment se combineront cette fois la peur de la contamination dans les deux camps et le recours au vote par correspondance et ses aléas ? D'où les multiples scénarios catastrophe en vogue en ce moment.

Donc le monde retient son souffle pour quelques jours encore, avant qu'on puisse dire : « Mais c'était évident ! »

Que signifiera alors pour le monde la réélection de Trump ou l'arrivée de Biden à la tête de la première puissance mondiale ? Sans doute faut-il ici distinguer l'homme, l'idéologie et les forces profondes de la nation.

Il est assez traditionnel d'opposer, dans les affaires internationales tout au moins, un leadership républicain un peu cow-boy et un leadership démocrate à l'expression plus modérée. Il n'est pas inutile de se souvenir que lors de son élection, Ronald Reagan, qui affectait des allures de matamore, faisait craindre au monde que la confrontation avec l'Union Soviétique ne basculât dans l'affrontement militaire. Le retour à une rhétorique du Gros Bâton à la Théodore Roosevelt alimentait les inquiétudes et la colère de tous ceux que hérissait « l'impérialisme américain ». La suite a été très différente et Reagan s'est montré, malgré toutes les moqueries, d'une assez remarquable finesse et sagesse. L'allure patricienne de son successeur, George Bush père, donna la nostalgie d'un pouvoir à l'affirmation internationale modérée, tandis que le style de George Bush fils, tout en colère contenue, en incarnation du combat du Bien contre le Mal, sonnait le retour de la dialectique guerrière, culminant évidemment au lendemain des attentats du 11 septembre avec des formules qui préfiguraient le style Trump : « *We're going to smoke them out* ». On se souvient du sentiment de soulagement qu'éprouvèrent tant d'observateurs internationaux, et sans doute de gouvernements, lorsqu'il quitta la Maison Blanche.

A l'inverse, que ce soit dans la décontraction souriante de Clinton ou dans la dignité teintée de supériorité d'Obama, le leadership démocrate s'affirme avec plus de respect des usages. À ceci près, il ne faut pas l'oublier, que ce style courtois cache, dans les deux cas d'ailleurs, une relative distance à l'égard des affaires internationales, la concentration sur les questions intérieures, allant jusqu'à une certaine désinvolture à l'égard des alliés et des partenaires historiques.

Mais par-delà ces tendances, on voit bien que le style Trump a apporté un changement de fond. Par l'allure physique, par le choix des mots et des vecteurs, par les thèmes abordés, il incarne une forme combattante où tout est déterminé par la volonté de s'affirmer comme le maître du jeu.

S'il détonne dans le concert occidental, il est assez en phase avec un durcissement général des dirigeants du monde, avec l'affirmation brutale de l'intérêt national et le recul de la notion de collaboration internationale qu'on aurait voulu voir s'imposer à la suite de la fin de monde bipolaire.

S'il est réélu, nulle raison que Trump modifie sa façon de faire, alternance de coups de boutoir et de recherche de « deals », y compris les plus inattendus comme dans l'affaire nord-coréenne, ou les plus audacieux sur la question israélo-arabe. Il est difficile de savoir comment Russes et Chinois verraient son départ. La Chine, désignée comme l'ennemi numéro un, sera sans doute soulagée, mais y perdra autant d'occasions de faire jouer le contraste entre son leadership émergent, porté par un système de gouvernement qui veut prouver sa maîtrise et sa profondeur stratégique, et celui de Trump. Poutine et la Russie, pour leur part, n'ont jamais vraiment su sur quel pied danser avec ce président qui affiche sa volonté de proximité tandis que tout son système d'Etat reste marqué par le rejet des méthodes et des ambitions russes.

Si Biden, homme d'expérience au comportement de bonne société, entre en scène, le monde poussera sans doute le même soupir de soulagement qu'au lendemain du départ de Bush. On verra sans doute revenir beaucoup de ceux qui firent leurs classes avec Clinton et leurs premières armes avec Obama, et sauf tragédies, on appréciera le retour à un style plus sobre et la volonté de ne faire jouer les rapports de force dans leur brutalité qu'en cas de nécessité.

Au-delà du style, il faut analyser le projet, l'idéologie qui sous-tendra la prochaine présidence. Et sur ce plan, il n'est pas impossible que, quel que soit le résultat du scrutin, la continuité l'emporte sur la rupture. Bien entendu, on ne doit pas sous-estimer tout ce qui sépare Trump de son prédécesseur, que ce soit sur le changement climatique, sur l'Iran et les affaires israélo-arabes, ou sur la Chine et la Russie. Mais il faut se rendre compte à quel point c'est la présidence d'Obama qui a marqué une vraie rupture dans la façon dont les Etats-Unis s'affirment dans le monde. Jusqu'à Bush inclus, les Etats-Unis surmontaient leur isolationnisme fondateur et se résignaient en quelque sorte à ce qu'il leur revienne de diriger le monde. C'était, pour reprendre la formule de Raymond Aron, la « République Impériale ». Les méthodes étaient celles de l'alliance - sous leur direction - et d'un certain degré de multilatéralisme - à ceci près que ce pays a toujours affirmé qu'au bout du compte, il prenait ses décisions en fonction de son intérêt souverain, et n'hésitait jamais à agir seul, y compris militairement, s'il estimait que l'intérêt supérieur de la Nation l'exigeait. Clinton le rappela froidement à l'ONU lors de son discours devant l'Assemblée générale, en 1994 : « Si nos intérêts de sécurité nationale sont menacés, nous agissons avec d'autres quand ce sera possible, mais seuls si nous le devons. Nous utiliserons la diplomatie quand ce sera possible, mais la force s'il le faut ».

Ce qui changeait, d'un mandat à l'autre, c'était la force avec laquelle s'exerçait cette mission autoproclamée de «gendarme du monde». Sous Reagan, il s'agissait de mettre fin à la menace soviétique. Sous Bush père et Clinton, de construire un nouvel ordre mondial, dans lequel les Etats-Unis jouaient le premier rôle, mais où l'atmosphère de paix qui prévalait permettait de parier avec optimisme sur une évolution générale vers la liberté et la démocratie. Sous Bush fils, et plus encore après les attentats, on entre dans l'ère du néo-conservatisme « de transformation » qui pense possible et nécessaire d'intervenir pour imposer la paix et la démocratie aux Etats-voyous. Les Etats-Unis ont donc pour mission dans le monde de faire progresser ces valeurs autant parce qu'elles sont nécessaires à leur protection que parce qu'elles sont bonnes.

Obama met fin à cette vision du monde et du rôle de Washington. Pour lui, l'interventionnisme militaire apporte toujours plus de maux que de solutions. Il veut se retirer d'Afghanistan, d'Irak, il refuse de s'engager en Syrie, et s'il reste dans ces régions, c'est contraint et forcé. Il s'en explique clairement dans un long entretien à la revue *The Atlantic*, en 2016. C'est autant par conviction profonde que par l'observation de huit ans d'engagement de son prédécesseur qu'Obama opère cette mutation. Il y ajoute une autre conviction, qui conduit à une autre inflexion majeure : l'avenir du monde ne se joue plus du côté de l'Europe, de la Russie ou du Moyen-Orient, où les Etats-Unis doivent cesser de perdre leur temps, il se joue en Asie, et d'abord avec la Chine. La nouvelle priorité, c'est la gestion de cette nouvelle donne mondiale, appelée à durer.

Trump ne dit rien d'autre, au fond. Il parle d'Amérique d'abord et ne conçoit les relations internationales qu'en fonction de l'intérêt immédiat et stratégique de son pays. Mais il ne croit pas à l'engagement militaire et plus encore qu'Obama, il veut se retirer des théâtres d'opérations extérieures et se concentrer sur les seules menaces qui comptent à ses yeux, les flux migratoires du sud et la montée de la Chine, porté sur ce dernier sujet par l'opinion unanime du peuple, du business et de l'appareil d'Etat, déterminés à ne pas laisser Pékin remplacer Washington.

Que serait Biden à cet égard ? On ne le sait pas trop, même si on peut augurer d'une présidence qui aurait à cœur de traiter les alliés en alliés, les partenaires en partenaires, et les engagements internationaux sur les grandes menaces globales telles que le changement climatique comme des questions sérieuses.

Mais il serait sans doute hasardeux de parier sur le retour à un âge d'or de la coopération internationale, qui du reste n'a jamais été.

D'abord, parce que les Etats-Unis sont confrontés à l'intérieur à des bouleversements qui en altèrent l'allure. L'élection de Trump n'était pas un accident de l'Histoire.

Elle résulte de la transformation démographique, économique et sociale d'un pays dont les classes moyennes, surtout blanches, ont été profondément traumatisées par la crise de 2008 et dont la population est de plus en plus mêlée, avec l'émergence en particulier de la composante hispanique. Quel qu'il soit, le président américain devra d'abord être le président des Américains.

Ensuite parce que les États-Unis ne sont déjà plus l'"hyperpuissance" que décrivait Hubert Védrine en son temps. Non seulement le facteur chinois a durablement bouleversé la donne mondiale, mais la montée en puissance, quoique incertaine et heurtée, des autres géants émergents, conduit inéluctablement à un monde qui combinera dans des proportions difficiles à anticiper la rivalité des deux nouveaux super grands et l'affirmation des ambitions des autres géants.

L'Europe commence à mesurer ce que signifie, en menace comme en potentiel, en inconfort comme en liberté nouvelle, l'éloignement américain du cœur de ses affaires. Tout ceci prendra du temps, le vieux monde ne s'efface pas d'un coup. Pourtant, que Trump reste président ou que Biden le devienne, le style changera, les rapports changeront, mais cette réalité-là restera, celle d'une Europe peu à peu seule face à son destin. Une Europe qui a le choix entre devenir l'un des champs de bataille de la nouvelle guerre froide ou s'affirmer au contraire, comme l'y appelle la France, en pôle autonome et souverain du monde nouveau. La réponse qu'elle saura apporter dira si notre continent sait demeurer acteur de l'histoire du monde et auteur de la sienne.